

❖ Procès-Verbal du Conseil Municipal du 9 décembre 2025 ❖

Date de convocation du Conseil Municipal : 2 DECEMBRE 2025

Nombre de conseillers :

En exercice	18	Présents	13	Votants	13
-------------	----	----------	----	---------	----

Présents :

MARTIN Dominique	X	DEBU-MULOWSKY Mélanie	X	HERAUD Tania	X	RANGEARD Caroline	0
TETARD Annie	X	BAZIN Antoine	X	MAHE Laurence	X	ROY Thomas	X
TRICOIRE Michel	X	BARBIER Laurent	X	MARTIN Jean-Jacques	X	SAVATER Monique	X
GUEDON Viviane	0	CORNUAULT Damien	0	MERCIER Christophe	0	VERDON Linda	0
TURQUAND Eric	X	COUTAND Céline	X				

Absents excusés : Viviane GUEDON, Damien CORNUAULT, Christophe MERCIER, Caroline RANGEARD, Linda VERDON ;

Ouverture de la séance par le maire à 20h06

Désignation du secrétaire de séance : **Mélanie MULOWSKY**

1) Approbation du procès-verbal de la séance précédente

Rapporteur : Eric Turquand

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

La lecture du procès-verbal du Conseil Municipal du 13 novembre 2025 est faite devant le conseil municipal.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- 👉 D'approuver ce procès-verbal.

Après avoir délibéré, à 13 VOIX POUR le Conseil Municipal :

- 👉 Approuve le procès-verbal du conseil municipal du 13 novembre 2025.

2) Personnel : Participation au financement de la protection sociale complémentaire (PSC) volet « santé » Procédure de labellisation Dominique Martin

Rapporteur :

IL EST EXPOSE

*Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 827-1 et suivants,
Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,
Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,
Vu l'avis du comité social territorial du 12 novembre 2025,*

Le Maire expose à l'assemblée :

Le Maire rapporte que l'article L. 827-9 du code général de la fonction publique prévoit que les collectivités territoriales et leurs établissements publics participent au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident auxquelles souscrivent les agents qu'elles emploient.

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 introduit le caractère obligatoire de cette participation à la garantie santé à compter du 1^{er} janvier 2026.

Cette participation peut intervenir au titre de contrats et règlements pour lesquels un label a été délivré dans les conditions prévues à l'article L. 310-12-2 du code des assurances.

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement définit les garanties minimales des contrats destinés à couvrir les risques en matière de santé et fixe la participation minimale mensuelle de l'employeur, pour chaque agent, quelle que soit sa quotité de travail, à la moitié d'un montant de référence, fixé à 30 euros, soit 15 euros bruts minimum dans la limite du coût réel de la cotisation.

Le Maire précise que chaque agent souhaitant bénéficier de cette participation doit remettre une attestation de sa mutuelle justifiant de la labellisation de son contrat chaque année.

Thomas Roy précise qu'il s'abstiendra du vote dû à sa profession. Toutefois, il attire l'attention de ne pas se précipiter sur les produits labellisés systématiquement. Il suggère qu'il faut bien regarder avant si le contrat est vraiment meilleur, parce que parfois, même avec les 15 euros, ça n'est pas forcément intéressant.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- ✚ De participer au financement des contrats individuels labellisés de protection sociale complémentaire en matière de santé à hauteur de 15 euros par mois et par agent, quelle que soit sa quotité de travail. L'agent produire un justificatif de cette labellisation chaque année.
- ✚ D'inscrire les crédits nécessaires au budget de la collectivité.
- ✚ De charger Monsieur le maire, ou à défaut son représentant, de l'exécution de la présente décision et l'autoriser à signer l'ensemble des documents à intervenir entre les parties.

Après avoir délibéré, à 12 VOIX POUR et UNE ABSTENTION, le Conseil Municipal :

- ✚ Participe au financement des contrats individuels labellisés de protection sociale complémentaire en matière de santé à hauteur de 15 euros par mois et par agent, quelle que soit sa quotité de travail. L'agent produire un justificatif de cette labellisation chaque année.
- ✚ Inscrit les crédits nécessaires au budget de la collectivité.
- ✚ Charge Monsieur le maire, ou à défaut son représentant, de l'exécution de la présente décision et l'autoriser à signer l'ensemble des documents à intervenir entre les parties.

3) Patrimoine : Tarifs de la salle du Parc 2026

Rapporteur : Michel Tricoire

IL EST EXPOSE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Toute occupation ou utilisation du domaine public (bâti ou non bâti : du domaine privé comme public) donne lieu obligatoirement au paiement d'une redevance (sauf gratuité exceptionnelle).

Par dérogation, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général. Ainsi, la mise à disposition à titre gratuit ne peut bénéficier qu'à des associations pour l'exercice d'activités à but non lucratif.

La Salle du Parc peut accueillir entre 30 et 40 personnes et elle reçoit des associations, des professionnels et des particuliers.

Considérant la proposition de la commission Vie associative, de maintenir les tarifs de l'année 2025.

Michel Tricoire projette les bilans et montre que la salle du Parc est à peu près à l'équilibre. Les chiffres ne sont pas définitifs car il manque encore les chiffres du mois de décembre.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- ✚ De fixer les tarifs présentés ci-dessous pour l'utilisation de la salle du Parc à compter du 1^{er} janvier 2026 :

	Commune	Hors commune
<u>Particuliers</u>	100 €	120 €
Sépultures / verre de l'amitié	Gratuit	
<u>Associations</u>	Commune	Hors commune
Manifestations à but lucratif	100 €	120 €
Manifestations à but non lucratif	Gratuit	30 €
Réunions	Gratuit	30 €

- ✚ De préciser que la gratuité est accordée aux associations de la commune lorsqu'elles utilisent ces locaux pour l'exercice de leur activité excepté lorsqu'elles organisent des manifestations à but lucratif où dans ce cas, les tarifs fixés ci-dessus s'appliqueront,
- ✚ De charger Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à prendre toutes décisions relatives à ce dossier et à signer l'ensemble des documents nécessaires à la bonne exécution de la présente décision.

Michel Tricoire attire l'attention au fait que les Vins d'Honneur (verre de l'amitié) pour les sépultures sont gratuits dans les deux salles. Cependant, quand les familles se réunissent, parfois certaines personnes viennent de loin et les familles décident

de manger ensemble et cela n'est pas prévu. Il faudrait mettre un cadre à ce sujet et le mettre dans le règlement. Pour les familles, quelquefois, c'est l'occasion de se rencontrer. Elles n'ont pas de place chez elles pour recevoir tout le monde ou la maison de la personne décédée est petite et les invités ne peuvent pas être reçus là-bas.

Dominique Martin explicite qu'il n'y a pas d'abus, cependant il faudrait réfléchir à comment cadrer parce qu'en période d'hiver, il existe le chauffage qui peut tourner toute la journée ou soirée. Il demande si le conseil souhaite de fixer le prêt de la salle pour 4 ou 5 heures. Si cela doit dépasser, la famille pourrait contacter la mairie et faire la demande en amont.

Michel Tricoire suggère par exemple que si la sépulture est le matin, que la salle soit libérée à 16h ou 17h. Si la mairie est fermée, les clés peuvent être déposées à la boîte à lettres de la mairie.

Monique Savater demande si une famille décide de continuer le soir, ne faudrait-il de demander une contribution ?

Dominique Martin suggère que si cela dépasse un nombre d'heures, la commune pourrait demander que la famille paie au moins le chauffage.

Après avoir délibéré, à 13 VOIX POUR, le Conseil Municipal :

- ✚ **Fixe** les tarifs présentés ci-dessous pour l'utilisation de la salle du Parc à compter du 1^{er} janvier 2026 :

	Commune	Hors commune
Particuliers	100 €	120 €
Sépultures / verre de l'amitié	Gratuit	
Associations	Commune	Hors commune
Manifestations à but lucratif	100 €	120 €
Manifestations à but non lucratif	Gratuit	30 €
Réunions	Gratuit	30 €

- ✚ **Précise** que la gratuité est accordée aux associations de la commune lorsqu'elles utilisent ces locaux pour l'exercice de leur activité excepté lorsqu'elles organisent des manifestations à but lucratif où dans ce cas, les tarifs fixés ci-dessus s'appliqueront,
- ✚ **Charge** Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à prendre toutes décisions relatives à ce dossier et à signer l'ensemble des documents nécessaires à la bonne exécution de la présente décision.

4) Patrimoine : tarifs de la salle de la Chenaie 2027

Rapporteur : Michel Tricoire

IL EST EXPOSE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Toute occupation ou utilisation du domaine public (bâti ou non bâti : du domaine privé comme public) donne lieu obligatoirement au paiement d'une redevance (sauf gratuité exceptionnelle)..

Depuis le 1^{er} janvier 2025, les arrhes, seront d'un montant de 80 euros ou de 50% du coût de la location (si celui est inférieur à 80 euros), elles sont irrécupérables et versées dans le mois qui suit la signature du contrat. La commune se réserve le droit d'annuler la location si les arrhes ne sont pas acquittées 1 mois avant la location.

Le solde est payé après la date de la location.

Seules les écoles peuvent bénéficier de la gratuité 3 fois par an (1 avec repas et 2 sans repas).

Pour les bals, les associations peuvent désormais réserver uniquement la grande salle. Toutefois, si la participation est supérieure à la capacité de la grande salle, l'association s'engage à refuser des entrées pour respecter la limitation. En aucun cas, la cloison sera ouverte le jour de la manifestation.

Caution de 1 000 € pour la location de la salle

Location pour le réveillon du nouvel an : Ensemble (veille et jour de la manifestation) et chauffage 1060 €

La location de la vaisselle et de la sono sont comprises dans le prix de la location de la grande et la petite salle.

TARIFS 2027 - LOCATION SALLES CHENAIE

			Petite salle	Grande salle	Cuisine	Ensemble	Chauffage 15 Octobre /30 Avril
Associations de la commune	Manifestation à but non lucratif	Moins de 80 personnes	Gratuite				
		Plus de 80 personnes	Gratuite				
	Manifestation à but Lucratif		110 €	180€	70 €	360 €	100 €
Associations hors commune	Manifestation à but non lucratif	Moins de 80 personnes	50 €		70 €		50 €
		Plus de 80 personnes		110 €	70€		100€
	Manifestation à but Lucratif		175 €	300 €	70 €	545 €	100 €
Particuliers et Entreprises de la commune	Pour 1 journée Si 2 journées consécutives, la deuxième est à 50% de la location de la salle		135 €	230 €	70 €	435 €	100 €
Particuliers et Entreprises hors commune			185 €	315 €	70 €	570 €	100 €
Associations, Particuliers ou Entreprises	Réservation la veille (09h00-21H00)		70 €				
Particuliers ou Entreprises de la commune	Vin d'honneur Gratuité pour Sépulture (location et chauffage)		55 €	85 €	70 €	210 €	100 €
Particuliers ou Entreprises hors commune			65 €	100 €	70 €	235 €	100 €

TARIFS 2026 - LOCATION SALLES CHENAIE

Seules les écoles peuvent bénéficier de la gratuité 3 fois par an (1 avec repas et 2 sans repas).
Associations de Montournais : Pour manifestation à but lucratif, 50% du tarif pour les trois 1^{ères} locations de l'année.
Le prix de location pour l'association « La 3^{ème} jeunesse » est défini à 800 € l'année, soit 200 € par trimestre.
Le prix de la location pour le week-end commercial organisé par ARTECOM sera défini par une délibération à part.

Cauton de 1 000 € pour la location de la salle
Location pour le réveillon du nouvel an : Ensemble (veille et jour de la manifestation) et chauffage 1060 €
Vaisselle et sono comprises dans le prix de la location de la grande et la petite salle.

Tableau des pénalités pour ménage

	Petite Salle	Grande Salle	Cuisine	Ensemble des salles
Pénalité	100 €	200 €	200 €	500 €

Michel Tricoire projette le bilan qui démontre que la salle demeure déficitaire, même si c'est un peu moins que les dernières années. Pour cette année, le déficit est d'environ 9000€ et la commune n'a pas les chiffres de décembre. Ce déficit est lié aux frais de fonctionnement : l'électricité, l'eau, le chauffage et le personnel. L'année dernière, le conseil avait un peu augmenté le prix du chauffage. La salle a été plus utilisée dû au fait que la salle du Patronage est fermée.

Michel Tricoire explique que pour les sépultures, ce sera pareil que pour la salle du Parc, la commune cadrera plus.

Dominique Martin remarque que la salle du Patronage serait plus adaptée à un Vin d'Honneur (verre de l'amitié) que la salle de la Chênaie.

Cela aiderait aussi pour la question du chauffage parce que la Chênaie a un immense volume à chauffer...

Thomas Roy explicite qu'en cas d'annulation de la part de la mairie, les arrhes devraient être remboursés et que cela n'est pas écrit. Il aimerait que cela soit précisé dans la délibération et dans les contrats.

Il est proposé au conseil municipal :

- ✚ De valider les tarifs 2027 ci-dessus ;
- ✚ De charger Monsieur le maire, ou à défaut son représentant, de l'exécution de la présente décision et l'autoriser à signer l'ensemble des documents à intervenir entre les parties.

Après avoir délibéré, à 13 VOIX POUR, le Conseil Municipal :

- ✚ Valide les tarifs 2027 ci-dessus ;
- ✚ Charge Monsieur le maire, ou à défaut son représentant, de l'exécution de la présente décision et l'autoriser à signer l'ensemble des documents à intervenir entre les parties.

5) Patrimoine : Demande de subvention de soutien à l'investissement – Périscolaire

Rapporteur : Dominique Martin

IL EST EXPOSE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Monsieur le maire expose que le projet de construction du périscolaire, dont le coût prévisionnel est estimé, sur la base de l'avant-projet définitif à 1 577 845.58 € HT soit 1 893 414,67 € TTC.

Ce projet est susceptible de bénéficier d'une subvention Etat au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) ou de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Sources	Types d'aide	Montant prévisionnel	Taux
Financements privés (CAF, Fondation du patrimoine, fédérations sportives...)			
CAF - sollicitée	Subvention à l'investissement	270 000.00	17,11 %
Financements publics			
Etat	DETR-DSIL	473 353.67	30%
Région - sollicitée	Contrat Pays de la Loire 2026	151 718.00	9.62 %
Département - sollicitée	Aide aux accueils collectifs de mineurs	157 784.56	10%
Ademe - sollicitée		11 000.00	0.70 %
Auto-financement			
Fonds propres		113 989.23	7.22 %
Emprunt		400 000.00	25.35%
Total HT		1 577 845.58	

L'échéancier de réalisation de ce projet est le suivant :

Date de lancement de l'appel d'offre : décembre 2025

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : Mai 2026

Date prévisionnelle de fin de l'opération : Juin 2027

Dominique Martin explique que la Dotation d'Equipements des Territoires Ruraux (DETR) peut aller jusqu'à 40% de 1 million d'euros et la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) n'a pas de plafond défini et peut subventionner jusqu'à 60%. Par conséquent, les communes préfèrent demander la DSIL. Or, c'est le sous-préfet qui, suivant la répartition des fonds, définit si un projet répond plus aux caractéristiques de la DETR ou de la DSIL et décide selon les projets, les chiffres, quelle

dotation octroyer. La commune l'a rencontré et ce sera lui que décidera comment flécher les projets du territoire (en DSIL ou en DETR). Toutefois, la commune doit avancer, donc elle vote aujourd'hui une demande de subvention de 30%. Pour les subventions de la Région, par exemple, à la Communauté de Communes du Pays de Pouzauges, pour cette année pré-électorale, il n'y a que Chavagnes et Montournais qui ont des projets assez avancés et éligibles.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- ✚ **D'approuver** la réalisation du projet présenté estimé à 1 577 845.58 € HT
- ✚ **D'approuver** le plan de financement exposé
- ✚ **D'autoriser** le Maire à solliciter une subvention Etat au titre de la DETR ou de la DSIL et des subventions auprès des co-financeurs mentionnés dans le plan de financement
- ✚ **De charger** Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, de signer l'ensemble des documents nécessaires à la bonne exécution de la présente décision.

Après avoir délibéré, à 13 VOIX POUR, le Conseil Municipal :

- ✚ **Approuve** la réalisation du projet présenté estimé à 1 577 845.58 € HT
- ✚ **Approuve** le plan de financement exposé
- ✚ **Autorise** le Maire à solliciter une subvention Etat au titre de la DETR ou de la DSIL et des subventions auprès des co-financeurs mentionnés dans le plan de financement
- ✚ **Charge** Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, de signer l'ensemble des documents nécessaires à la bonne exécution de la présente décision.

6) Patrimoine : demande de subvention – Conseil départemental – Péricolaire

Rapporteur : Dominique Martin

IL EST EXPOSE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Monsieur expose que le projet de construction du péricolaire, dont le coût prévisionnel est estimé, sur la base de l'avant-projet définitif à 1 577 845.58 € HT soit 1 893 414,67 € TTC.

Ce projet est susceptible de bénéficier d'une subvention du département au titre Aide aux accueils collectifs de mineurs et des études.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Sources	Types d'aide	Montant prévisionnel	Taux
Financements privés (CAF, Fondation du patrimoine, fédérations sportives...)			
CAF - sollicitée	Subvention à l'investissement	270 000.00	17,11 %
Financements publics			
Etat	DETR-DSIL	473 353.67	30%
Région - sollicitée	Contrat Pays de la Loire 2026	151 718.00	9.62 %
Département - sollicitée	Aide aux accueils collectifs de mineurs	157 784.56	10%
Ademe - sollicitée		11 000.00	0.70 %
Auto-financement			
Fonds propres		113 989.23	7.22 %
Emprunt		400 000.00	25.35%
Total HT		1 577 845.58	

L'échéancier de réalisation de ce projet est le suivant :

Date de lancement de l'appel d'offre : décembre 2025

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : Mai 2026

Date prévisionnelle de fin de l'opération : Juin 2027

Il est proposé au Conseil Municipal :

- ✚ **D'approuver** la réalisation du projet présenté estimé à 1 577 845.58 € HT
- ✚ **D'approuver** le plan de financement exposé
- ✚ **D'autoriser** le Maire à solliciter une subvention Etat au titre de la DETR ou de la DSIL et des subventions auprès des co-financeurs mentionnés dans le plan de financement

- ✚ **De charger** Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, de signer l'ensemble des documents nécessaires à la bonne exécution de la présente décision.

Après avoir délibéré, à 13 VOIX POUR, le Conseil Municipal :

- ✚ **Approuve** la réalisation du projet présenté estimé à 1 577 845.58 € HT
- ✚ **Approuve** le plan de financement exposé
- ✚ **Autorise** le Maire à solliciter une subvention auprès du département de la Vendée au titre de Aide aux accueils collectifs de mineurs et des études.
- ✚ **Charge** Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, de signer l'ensemble des documents nécessaires à la bonne exécution de la présente décision.

7) CCPP : Conventions de transfert des réseaux d'assainissement des lotissements

Rapporteur : Antoine Bazin

IL EST EXPOSE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

La communauté de communes du Pays de Pouzauges, est compétente depuis le 1^{er} janvier 2019 pour la gestion des eaux usées.

Dès lors qu'une commune, membre réalise des travaux de VRD, notamment lors de la création de lotissements, il convient d'opérer le transfert des réseaux d'assainissement de la commune vers l'intercommunalité. En cas de travaux par tranches, le démarrage de l'entretien des réseaux « eaux usées » aura lieu à la délivrance de la déclaration finale attestant de l'achèvement et de la conformité des travaux (D.A.A.C.T.).

Ainsi, pour chacun des lotissements nouvellement créés, les services de la communauté de communes du Pays de Pouzauges ont rédigé des conventions qui précisent les parcelles cadastrales concernées et les modalités de cette rétrocession de réseaux « eaux usées ».

La présente délibération prévoit la validation de 3 conventions distinctes concernant les lotissements suivants :

- « Lotissement La Rose de Vents »
- « Lotissement Pierre Barouh »
- « Ilot de L'Espérance »

Il est proposé au conseil municipal de :

- ✚ **De valider** les trois projets de convention de transfert à la communauté de communes du Pays de Pouzauges des réseaux d'assainissement des eaux usées et de leurs équipements des lotissements « La Rose de Vents », « Pierre Barouh » et « Ilot de l'Espérance »,
- ✚ **De charger** Monsieur le maire, ou à défaut son représentant, à signer l'ensemble des documents nécessaires à la bonne exécution de la présente décision.

Après avoir délibéré, à 13 VOIX POUR, le Conseil Municipal :

- ✚ **Valide** les trois projets de convention de transfert à la communauté de communes du Pays de Pouzauges des réseaux d'assainissement des eaux usées et de leurs équipements des lotissements « La Roses de Vents », « Pierre Barouh » et « Ilot de l'Espérance »,
- ✚ **Charge** Monsieur le maire, ou à défaut son représentant, à signer l'ensemble des documents nécessaires à la bonne exécution de la présente décision.

8) Finances : Décision Modificative N° 4 - Matériel école

Rapporteur : Annie Tétard

IL EST EXPOSE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le présent projet de décision modificative budgétaire N°4/2025 a pour objet d'apporter des modifications aux crédits inscrits depuis le début de l'exercice sur le budget principal. Cette proposition comporte l'inscription de crédits complémentaires en dépenses qui ne bouleversent pas la structure du budget primitif.

Les dépenses qui nécessitent un virement de crédit sont liées à :

- ✚ Achat matériel école - erreur sur le montant de la DM2.

MATERIEL ECOLE COMPLEMENT

Désignation	Dépenses ⁽¹⁾		Recettes ⁽¹⁾	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
INVESTISSEMENT				
D-2151-81 : VOIRIE	0,00 €	70,00 €	0,00 €	0,00 €
R-2157-101 : ECOLE PUBLIQUE	0,00 €	0,00 €	0,00 €	70,00 €
TOTAL 21 : Immobilisations corporelles	0,00 €	70,00 €	0,00 €	70,00 €
Total INVESTISSEMENT	0,00 €	70,00 €	0,00 €	70,00 €
Total Général		70,00 €		70,00 €

Annie TETARD explique qu'il y a eu une erreur sur le montant de la Décision Modificative N° 2 (DM 2) qui est rectifié par cette DM 4.

Considérant que des situations nécessitent d'apporter des modifications aux montants des crédits autorisés pour les chapitres concernés, tout en respectant l'équilibre du budget ;

Il est proposé au Conseil Municipal :

- ✚ D'adopter la décision modificative budgétaire n°4/2025 du budget principal de l'exercice 2025 telle que décrite ci-dessus.
- ✚ De charger Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer l'ensemble des documents nécessaires à la bonne exécution de la présente décision.

Après avoir délibéré, à 13 VOIX POUR, le Conseil Municipal :

- ✚ Adopte la décision modificative budgétaire n°4/2025 du budget principal de l'exercice 2025 telle que décrite ci-dessus.
- ✚ Charge Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer l'ensemble des documents nécessaires à la bonne exécution de la présente décision.

9) Finances : Décision Modificative N° 5 – Voirie – avance

Rapporteur : Mélanie Mulowsky

IL EST EXPOSE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le présent projet de décision modificative budgétaire N°5/2025 a pour objet d'apporter des modifications aux crédits inscrits depuis le début de l'exercice sur le budget principal. Cette proposition comporte l'inscription de crédits complémentaires en dépenses qui ne bouleversent pas la structure du budget primitif.

Les dépenses qui nécessitent un virement de crédit sont liées à :

- ✚ Remboursement de l'avance faite à l'entreprise titulaire du marché de voirie 2025.

REMBOURSEMENT AVANCE PROGRAMME VOIRIE 2025

Désignation	Dépenses ⁽¹⁾		Recettes ⁽¹⁾	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
INVESTISSEMENT				
D-2151-81 : VOIRIE	0,00 €	11 425,00 €	0,00 €	0,00 €
R-238-81 : VOIRIE	0,00 €	0,00 €	0,00 €	11 425,00 €
TOTAL 041 : Opérations patrimoniales	0,00 €	11 425,00 €	0,00 €	11 425,00 €
Total INVESTISSEMENT	0,00 €	11 425,00 €	0,00 €	11 425,00 €
Total Général		11 425,00 €		11 425,00 €

Considérant que des situations nécessitent d'apporter des modifications aux montants des crédits autorisés pour les chapitres concernés, tout en respectant l'équilibre du budget ;

Il est proposé au Conseil Municipal :

- ✚ D'adopter la décision modificative budgétaire n°5/2025 du budget principal de l'exercice 2025 telle que décrite ci-dessus.
- ✚ De charger Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer l'ensemble des documents nécessaires à la bonne exécution de la présente décision.

Après avoir délibéré, à 13 VOIX POUR, le Conseil Municipal :

- ✚ **Adopte** la décision modificative budgétaire n°4/2025 du budget principal de l'exercice 2025 telle que décrite ci-dessus.
- ✚ **Charge** Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer l'ensemble des documents nécessaires à la bonne exécution de la présente décision.

10) Association : Convention ADMR

Rapporteur Eric Turquand

IL EST EXPOSE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose aux collectivités pour l'attribution des subventions, la réalisation d'une délibération.

Tous les élus membres de l'association ne participent pas, ni au débat, ni au vote et doivent se retirer de la salle.

Pour donner suite à la convention de partenariat ADMR et les communes de Montournais et St Mesmin, la demande de subvention pour le loyer des locaux s'élève à 1 691.83 pour l'année 2025 (1 365.19 en 2024 - 1 053.64 € en 2023).

Il est proposé au Conseil Municipal de :

- ✚ **D'attribuer** une subvention de **1 691.83 €** à l'ADMR pour l'année 2025 ;
- ✚ **D'émettre** un mandat au compte 6574 pour cette subvention ;
- ✚ **De charger** Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, de l'exécution de la présente décision et l'autoriser à signer l'ensemble des documents à intervenir entre les parties.

Monique Savater remarque que cela augmente de 300 euros tous les ans et que c'est beaucoup.

Annie TETARD explique que cela est calculé au prorata des aides ménagères effectuées. Cela augmente parce qu'il y a plus de demandes.

Dominique Martin explique que la commune de Saint-Mesmin souhaite suspendre la location des bureaux car il existe déjà un bureau à Pouzauges. Alors ils leur prêteront ou leur feront payer une petite location, ponctuellement, s'ils ont besoin de recevoir des gens. Il n'y aura plus une mise à disposition des locaux spécifiquement pour eux. Car cela coûte cher en chauffage, en entretien.

Monique Savater demande à quoi sert la subvention.

Dominique Martin répond que c'est lié à leur fonctionnement - une aide à payer le loyer, la fourniture.

Après avoir délibéré, à 13 VOIX POUR, le Conseil Municipal :

- ✚ **Attribue** une subvention de **1 691.83 €** à l'ADMR pour l'année 2025 ;
- ✚ **Emet** un mandat au compte 6574 pour cette subvention ;
- ✚ **Charge** Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, de l'exécution de la présente décision et l'autoriser à signer l'ensemble des documents à intervenir entre les parties.

11) Questions diverses

Il n'y a pas de questions diverses

Clôture de la séance par le maire à 21h

Prochains conseils municipaux (sauf modifications liées à l'actualité ou aux urgences) :

Mardi 13 janvier 2026 / Jeudi 12 février 2026 / Jeudi 05 mars 2026

Dates de Réunions et de Commissions

Pot de Noël des agents et des élus : vendredi 19 décembre à partir de 17h00

La secrétaire de séance,
Mélanie DEBU -MULOWSKY



Le maire de MONTOURNAIS,
Dominique MARTIN



Commune de MONTOURNAIS – Mairie, 5 place du chevalier Jehan, 85700 Montournais
Tél : 02.51.57.93.06. – Courriel : mairie@montournais.fr